

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

Beauvais, le 13/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHEMOURS FRANCE**

Accounts Payable-Défense Plaza  
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9  
92000 Nanterre

Références : IC-R/0423/23-SD/SL  
Code AIOT : 0005104648

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement CHEMOURS France implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné avec un prélèvement dans le but de recherche de légionelles

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEMOURS FRANCE
- Usine de villers saint paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS (ex-Dupont de Nemours) à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle inopiné pour analyses de recherche de légionelles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvement pour analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	/	30 jours Observations

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	/	Sans objet
3	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux faits susceptibles de suite ont été constatés concernant la localisation du point de prélèvement. L'exploitant doit fournir des éléments afin de confirmer ou non l'influence des produits de traitements sur le point de prélèvement actuel.

L'exploitant sera vigilant sur le délai minimum à respecter entre un traitement choc et le prélèvement d'échantillon.

Deux observations ont également été formulées concernant le fonctionnement des pompes au sein du circuit de refroidissement et sur la présence potentielle de bras mort à proximité des tours aéroréfrigérantes.

Des réponses de l'exploitant sont attendues sous 30 jours.

Au jour de la rédaction du présent rapport, les résultats des analyses de recherche de légionelles n'étaient pas connus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila  La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b> La fréquence mensuelle d'analyses de recherche de légionelles est respectée. Les résultats sont enregistrés mensuellement sous GIDAF. Aucun dépassement de la concentration de 100 UFC/l n'a été constaté au cours de l'année 2023. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des deux dernières analyses (août et septembre 2023). Ces analyses sont effectuées selon la norme NF T90-431 par le laboratoire eurofins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Prélèvement pour analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles  Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.

En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.

Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.

#### **Constats :**

Le 06/10/2023, l'inspection des installations classées s'est présentée avec un laboratoire extérieur afin de réaliser un prélèvement en vue d'analyser les légionelles. Avant d'effectuer le prélèvement le laboratoire s'est assuré qu'un traitement choc n'avait pas été réalisé récemment. L'exploitant a indiqué avoir procédé à un traitement choc le 19 septembre 2023. Par sondage les rapports d'autosurveillance de l'exploitant des analyses des prélèvements en légionelles ont permis de constater que la personne en charge des prélèvements était madame amandine Oudart. Le 09/10/2023, l'exploitant a transmis par courriel l'attestation de formation de la personne en charge des prélèvements datée du 21/01/2020. Cette attestation a une durée de validité de 5 ans. Le circuit de refroidissement est constitué de deux tours aéroréfrigérantes (TAR). Lors de la visite, il a été constaté que le point de prélèvement est repéré par un marquage. Il est situé en aval hydraulique des deux TAR. En amont hydraulique de ce point de prélèvement, il a pu être observé le point d'injection des produits de traitement à quelques dizaines de centimètres. L'eau d'appoint est injecté en pied des TAR (bâche). Le jour de l'inspection, la personne référente de la thématique légionelles du site a explicité qu'au regard des volumes et des débits mis en jeu au sein du circuit de refroidissement, les volumes et débits des produits de traitement ne pouvaient pas influencer les prélèvements. Postérieurement à l'inspection, lors de l'étude des rapports d'analyses de légionelles, il a été constaté que le prélèvement du mois de septembre a été réalisé moins de 48 heures après le traitement choc.

**Fait susceptible de suite n°1 :** Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la non influence des produits de traitement sur le point de prélèvement.

Au regard de la proximité des points d'injection des produits de traitement situés en amont hydraulique du point de prélèvement pour les analyses légionelles et de son emplacement en aval des TAR, l'exploitant étudiera la possibilité de placer le point de prélèvement pour les analyses légionelles en amont hydraulique des TAR et au plus près techniquement de la dispersion d'eau.

**Fait susceptible de suite n°2 :** Concernant le prélèvement du mois de septembre 2023, l'exploitant n'a pas respecté le délai de 48 heures entre le traitement choc et la prise de l'échantillon en vue d'une analyse pour les légionelles. L'exploitant s'assure avant de réaliser un prélèvement en vue d'analyser les légionelles qu'un traitement choc n'a pas été réalisé dans les 48 heures précédentes.

**Observation n°1 :** Le jour de l'inspection, il a été constaté une tuyauterie entre l'amont et l'aval des TAR sur l'eau d'appoint. Cette tuyauterie, si elle n'est pas segmentée par une vanne en amont et en aval hydraulique des piquages constitue un bras mort. Il a pu être constaté une vanne manuelle fermée en amont hydraulique. Étant donné la présence d'un calorifugeage en point haut, le jour de l'inspection il n'a pas pu être constaté une vanne fermée en aval. L'exploitant a confirmé la présence d'une vanne sur le terrain et le plan des installations. La gestion de cette vanne sera explicitée par l'exploitant.

<b>Observation n°2 :</b> Le circuit de refroidissement est constitué de 3 pompes. Deux pompes sont toujours en fonctionnement. La troisième pompe est alternativement mise en fonctionnement. Leur temps de fonctionnement est géré par un automate. L'exploitant précisera le temps de fonctionnement de chacune des pompes et plus particulièrement le temps d'arrêt de celle qui ne fonctionne pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 :** Etat des parties visuellement accessibles.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'état dégradé des parties visibles des TAR. L'exploitant a transmis par courriel le 09/10/2023 le rapport d'invention du nettoyage mécanique des TAR lors de l'arrêt technique d'août 2023. Ce rapport documenté de photographies ne présente pas de parties détériorées des TAR. Selon l'exploitant le dévésiculeur est d'origine (2010). L'exploitant a transmis par courriel du 09/10/2023, la justification du taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 %.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet